



Edouard BONNEFOUS

Député de Seine-et-Oise

Ancien ministre

Membre de l'Institut

Ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères

Professeur à l'Institut des Hautes Etudes Internationales

de la Faculté de Droit de Paris

CANDIDAT

RÉPUBLICAIN D'UNION

présenté par

LE CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS

(Antoine PINAY)

LE CENTRE RÉPUBLICAIN

(Bernard LAFAY)

Remplaçant : **André CROZET,**

Maire du Chesnay depuis 29 ans. Officier de la Légion d'Honneur. Ingénieur, ancien élève de Polytechnique.
Président de la Société Horticole de Seine-et-Oise

Electrices et Electeurs de la Circonscription Versailles-Sèvres.

Après avoir redressé la France sur la pente de la guerre civile et de la décadence, le Général de Gaulle a répondu aux vœux de l'opinion en rendant aux Citoyens la possibilité de désigner librement et nommément leurs représentants.

Elu par vous en 1946, 1951 et 1956, je n'ai cessé de dénoncer dans mes programmes et par mes votes l'impuissance du régime des Partis et les conséquences néfastes de la Constitution de 1946, que, d'accord avec le Général de Gaulle, j'ai toujours reprouvée.

Les événements ont montré que j'avais eu raison.

J'ai préconisé le retour au Scrutin d'Arrondissement, qui permettait à l'Electeur de choisir librement son élu: le Général de Gaulle vient de nous en rendre la possibilité.

Depuis plus de dix ans, dans mes écrits, comme dans mes interventions, j'ai prévu et dénoncé, vous le savez, la décadence de l'Etat et l'impuissance fondamentale d'un système qui usait les hommes les meilleurs.

Il est aujourd'hui possible d'aborder les tâches urgentes que nous avons trop longtemps éludées. Pour cette raison, j'ai fait campagne pour le « OUI », j'ai demandé à mes Electeurs de manifester leur confiance dans le Général de Gaulle.

Les nouvelles Institutions doivent assurer le redressement du pays. Seuls, les dirigeants communistes, s'y opposeront. Mais vous savez ce qu'il advient des libertés démocratiques dans les pays où ils détiennent le pouvoir.

Après le triomphe du 28 septembre, il est temps de se mettre à l'ouvrage et d'entreprendre tous ensemble la grande Politique du Renouveau. Mais pour cela le Pays doit choisir des hommes valables qui ont fait leurs preuves.

Quel est mon PROGRAMME ?

ECONOMIE :

Relancer l'expansion dans un climat nouveau d'initiative et de Liberté.

Développer les investissements privés et publics qui conditionnent cette expansion.

Politique systématique de productivité.

Aider à la modernisation des entreprises commerciales, industrielles et artisanales.

FINANCES :

Assurer la stabilité du Franc, dangereusement compromise par le déficit chronique et scandaleux du budget de l'Etat.

Arrêter la hausse constante d'une fiscalité et d'une parafiscalité qui ne permettent plus aux prix français

d'être compétitifs dans le monde. Réformer la fiscalité afin d'assurer l'égalité devant l'impôt et surtout supprimer le rôle de collecteur d'impôt actuellement exigé du commerçant.

Harmoniser les impôts fonciers qui grèvent beaucoup plus lourdement la Seine-et-Oise que Paris.

Préserver le pouvoir d'achat des travailleurs, des ménagères, des retraités, des économiquement faibles, des vieux et des vieilles **qui sont les premières victimes de la hausse incessante du coût de la vie.**

Promouvoir une véritable solidarité sociale favorisant l'accession de tous à la propriété.

ACTION SOCIALE :

Réaliser le doublement du niveau de vie en dix ans. Assurer un toit décent à chaque Français.

Défense des droits de la famille, des anciens combattants, prisonniers, victimes de guerre. Plein emploi et assurance chômage.

POUR LES JEUNES :

Poursuivre la construction d'Ecoles, pour faire face à l'augmentation considérable du nombre d'élèves.

Défendre la Liberté de l'Enseignement et promouvoir la Justice Scolaire.

Développer par tous les moyens l'équipement sportif.

Favoriser l'Enseignement technique, qui doit faire face à notre immense besoin de Techniciens.

Assurer des emplois aux milliers de jeunes qui dans les années à venir auront à trouver une situation.

Consacrer une part importante du revenu national à la Recherche Scientifique.

ENTREPRENDRE UNE POLITIQUE DE DECENTRALISATION :

Ne plus laisser au hasard l'implantation des Usines qui asphyxient et empoisonnent la région parisienne. Décentraliser l'Administration, simplifier, rationaliser, rapprocher l'Administration des Administrés, en un mot, promouvoir une véritable réforme administrative.

UNE POLITIQUE ETRANGERE ACTIVE

Par la poursuite d'une **politique européenne**, dont la nécessité est aujourd'hui plus grande que jamais. Le renforcement de la **solidarité atlantique**, où la France devra tenir un rôle qui soit à la mesure de ses lourdes responsabilités.

Rendre à la diplomatie française, sa mission pacifique et généreuse dans le Monde.

Pratiquer en Algérie et en Union Française, la **politique de Paix**, dans la fraternité et la dignité poursuivie par le Général de Gaulle.

L'heure n'est plus aux hésitations ni aux sarcasmes.

Nous devons tous ensemble nous mettre à l'ouvrage.

L'ère des partis anonymes est close.

Vous votez aujourd'hui pour des Hommes.

Votre DEPUTE doit connaître vos problèmes et en discuter régulièrement avec vous.

Le **SCRUTIN d'ARRONDISSEMENT** est un **SCRUTIN de PERSONNALITES LOCALES.**

Nous représentons, M. CROZET et moi-même, les deux pôles de la Circonscription **VERSAILLES-SEVRES.**

M. CROZET, maire du CHESNAY, depuis vingt-neuf ans n'a jamais quitté la ville de Versailles et sa région. Président de la Croix-Rouge, de l'Association des Jardins d'Ouvriers et d'innombrables sociétés locales, son autorité est indiscutée et il jouit de l'estime de tous. Son concours m'est précieux.

Pour ma part, arrivé à SEVRES à l'âge d'un an, je n'ai plus quitté la région de SEVRES-VERSAILLES.

Nombreux sont parmi vous ceux qui ont gardé le souvenir de mon père **Georges BONNEFOUS**, qui fut élu dans cette même Circonscription, pour la première fois, en 1910 et toujours réélu par vous à des majorités accrues. Il fut le ministre de Poincaré et de Briand. Il y aura bientôt cinquante ans que nous vous représentons au Parlement.

Le Pays est las des divisions et des batailles stériles. L'union la plus large s'est faite sur mon nom. Je me présente à vos suffrages avec l'investiture du **Centre National des Indépendants** dont le Président est M. Antoine Pinay et du **Centre Républicain de Bernard Lafay**. Ces formations ont décidé pour répondre aux vœux ardents de la grande masse du Corps Electoral, d'investir un candidat unique représentant les différentes tendances de l'opinion **REPUBLICAINE**. Seule l'**U.N.R.** a cru devoir, au dernier moment, quitter le regroupement du Centre.

VOTEZ POUR L'UNION.

N'égarez pas vos voix sur des candidatures de division ou sur des personnalités vouées à l'échec.

VOTEZ UTILE

Votez Edouard BONNEFOUS

Dans une heure aussi grave, je n'entends pas suivre mes adversaires sur le terrain de la polémique personnelle. Mais je ne laisserai pas sans réponse des affirmations mensongères.

A M. Devèze, qui fut successivement M.R.P., R.P.F., Indépendant et qui vient d'être désavoué par le Centre National des Indépendants, je dirai seulement vous êtes un récidiviste.

En 1946, vous votiez la détestable constitution qui a failli nous mener à la guerre civile ;

En septembre dernier, M. Poujade, chef du Mouvement que vous revendiquez faisait campagne pour le **NON**.

Vous êtes donc toujours décidé à prendre la position opposée à celle **Général de Gaulle**.

J'ai pour ma part démissionné de l'**U.D.S.R.** quand les dirigeants de ce parti combattirent la politique du **Général de Gaulle** et prirent position pour le **NON** à la nouvelle Constitution alors que je faisais campagne pour le **OUI**.

Contrairement aux affirmations de M. Devèze j'ai voté pour « la Confiance, le programme et la politique du **Général de Gaulle** » scrutin public à la tribune n° 990 séance du dimanche 1^{er} juin 1958 (« Journal officiel » p. 2592) et j'ai voté pour l'article unique du projet de loi relatif aux pleins pouvoirs scrutin n° 996 — séance du 2 juin 1958 — (« Journal officiel », p. 2633).

L'investiture du Centre National des Indépendants (Président Antoine Pinay) me fut accordée en même temps que celle du Centre Républicain (Bernard Lafay), en application des accords intervenus sur le plan national.